

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203492]

**21 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'élaboration, d'exécution et de contrôle des contrats d'objectifs des sociétés de logement de service public et aux critères et modalités de leur suivi**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat, les articles 158, § 2, abrogé et renuméroté par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017 et 162, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux conditions d'élaboration, d'exécution et de contrôle des contrats d'objectifs et aux critères et modalités de mise en œuvre des programmes de gestion des sociétés de logement de service public;

Vu la proposition de la Société wallonne du Logement, donnée le 26 mars 2018;

Vu le rapport du 16 avril 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 mai 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1<sup>o</sup> le Code : le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;
- 2<sup>o</sup> une société : une société de logement de service public;
- 3<sup>o</sup> la Société wallonne : la Société wallonne du Logement;
- 4<sup>o</sup> le contrat : le contrat d'objectifs négocié entre une société et la Société wallonne;
- 5<sup>o</sup> le rapport de suivi : le rapport de suivi visé à l'article 158, § 2, du Code;
- 6<sup>o</sup> la réunion multidisciplinaire : la réunion qui rassemble les agents de la Société wallonne en charge des diverses matières abordées.

## CHAPITRE II. — Élaboration du contrat d'objectifs

**Art. 2.** La Société wallonne établit la programmation de l'élaboration des contrats d'objectifs visé dans le présent arrêté en fonction de l'expiration ou de l'abandon des précédents contrats d'objectifs, et la transmet à chaque société.

**Art. 3.** La Société wallonne établit, via une réunion multidisciplinaire, l'état des lieux de la société sur la base de fiches synthétiques visant au moins les aspects suivants :

- 1<sup>o</sup> la gestion immobilière et la mise en œuvre de ses outils;
- 2<sup>o</sup> la situation financière avec une vision budgétaire;
- 3<sup>o</sup> la gestion des marchés publics;
- 4<sup>o</sup> la gestion locative;
- 5<sup>o</sup> l'action sociale et l'accompagnement social;
- 6<sup>o</sup> les relations avec les comités consultatifs des locataires et des propriétaires;
- 7<sup>o</sup> la gestion administrative et la tenue à jour de la base de données administratives;
- 8<sup>o</sup> la communication et l'information de la société envers ses locataires et candidats-locataires, ainsi que la communication externe avec la Société wallonne ou d'autres instances;
- 9<sup>o</sup> la gestion des ressources humaines y compris les fiches de fonction, les formations, la planification et les évaluations;
- 10<sup>o</sup> les suivis d'audit;
- 11<sup>o</sup> l'analyse et la gestion des risques, le contrôle interne;
- 12<sup>o</sup> le fonctionnement des organes de gestion y compris la bonne gouvernance, la prévention des conflits d'intérêts, le respect des règles d'attribution, la conformité des décisions à l'objet social.

Suite à l'état des lieux visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la Société wallonne et la société définissent les axes principaux du contrat. La présence du directeur-gérant de la société est requise lors de cette réunion.

Le conseil d'administration de la société établit son projet de contrat sous forme de « fiches objectif », en tenant compte de l'état des lieux visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Chaque « fiche objectif » contient au moins l'objectif précis, les valeurs cibles y associées, l'échéance et les moyens humains, matériels et financiers permettant d'atteindre ledit objectif. Ces objectifs sont spécifiques, mesurables, acceptables, réalistes et temporellement définis. La société envoie le projet de contrat dans les trois mois à dater de la réunion prévue à l'alinéa 2 à l'équipe multidisciplinaire de la Société wallonne.

**Art. 4.** La Société wallonne dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception du projet de contrat pour notifier ses éventuelles remarques à la société.

Dans les deux mois de la réception des éventuelles remarques de la Société wallonne, le directeur-gérant présente le contrat au Conseil d'administration de la société pour approbation. Après approbation, la société transmet le contrat dans les sept jours à la Société wallonne.

**Art. 5.** Dès réception du contrat approuvé par le Conseil d'administration de la société, le contrat est soumis pour approbation au plus proche conseil d'administration de la Société wallonne. Le contrat entre en vigueur dès son approbation par la Société wallonne.

Le contrat est signé sans délai par la Société wallonne et la société.

#### CHAPITRE III. — Exécution et évaluation du contrat

**Art. 6.** Annuellement, dans le mois de la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat visée à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, le directeur-gérant établit un rapport de suivi relatif à la progression du contrat et le présente à la plus proche séance du conseil d'administration de la société.

Le conseil d'administration de la société évalue la réalisation des objectifs du contrat, au regard des moyens attribués et du rapport de suivi établi par le directeur-gérant. Il entend le directeur-gérant. Le conseil d'administration transmet cette évaluation dans les sept jours à la Société wallonne.

L'équipe multidisciplinaire de la Société wallonne évalue le rapport de suivi présenté au conseil d'administration de la société relatif à la progression du contrat établi par le directeur-gérant et présente cette évaluation à son plus proche conseil d'administration. La Société wallonne notifie son évaluation à la société.

En cas de constatation d'éléments d'évaluation défavorables par la Société wallonne, la société peut, dans le mois de la notification visée à l'alinéa 3, solliciter la tenue d'une réunion de concertation entre la Société et l'équipe multidisciplinaire de la Société wallonne et soumettre tous les éléments qu'elle juge utiles afin d'expliquer, motiver ou compléter un ou des éléments contenus dans le rapport d'évaluation approuvé par le Conseil d'administration de la Société wallonne.

L'équipe multidisciplinaire de la Société wallonne évalue, en concertation avec la Société, les éléments apportés par la Société et présente un rapport complémentaire au rapport d'évaluation du contrat d'objectif à son plus prochain conseil d'administration. La Société wallonne notifie son évaluation complémentaire à la société.

La société propose, dans le mois de la notification visée à l'alinéa 5, des mesures concrètes à mettre en œuvre pour remédier aux éléments d'évaluation défavorables. La Société wallonne, à son plus proche conseil d'administration, approuve les propositions de la société.

**Art. 7.** Le contrat peut être amendé :

- 1° en cas de survenance de circonstances imprévisibles au moment de sa conclusion;
- 2° si l'audit ou le suivi d'audit font apparaître des dysfonctionnements;
- 3° à la demande de la société;
- 4° pour tenir compte des résultats de l'évaluation annuelle prévue à l'article 6.

Dans ces cas, les délais précisés aux articles 4 et 5 sont d'application.

#### CHAPITRE IV. — Mesures à attacher à l'élaboration, l'exécution et l'évaluation du contrat

**Art. 8.** A défaut d'élaborer un contrat, conformément au chapitre 2, ou d'exécuter et d'évaluer le contrat conformément au chapitre 3, l'article 174 du Code s'applique.

#### CHAPITRE V. — Fin du contrat

**Art. 9.** A l'issue du contrat, la Société wallonne procède à son évaluation finale.

A défaut de passer un nouveau contrat à l'expiration du précédent, le contrat venu à échéance peut être prorogé pour une période maximale d'un an, au cours de laquelle la société et la Société wallonne s'attachent à rédiger un nouveau contrat.

#### CHAPITRE VI. — Mesures transitoires

**Art. 10.** Les sociétés ayant conclu ou prolongé un contrat en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux conditions d'élaboration, d'exécution et de contrôle des contrats d'objectifs et aux critères et modalités de mise en œuvre des programmes de gestion des sociétés de logement de service public continuent l'exécution et l'évaluation dudit contrat jusqu'à l'expiration ou l'abandon de celui-ci. L'expiration ou l'abandon du contrat signé en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux conditions d'élaboration, d'exécution et de contrôle des contrats d'objectifs et aux critères et modalités de mise en œuvre des programmes de gestion des sociétés de logement de service public entraîne l'obligation pour la société de conclure avec la Société wallonne, dans les neuf mois au plus tard, un nouveau contrat en application du présent arrêté.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

**Art. 11.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 2009 relatif aux conditions d'élaboration, d'exécution et de contrôle des contrats d'objectifs et aux critères et modalités de mise en œuvre des programmes de gestion des sociétés de logement de service public est abrogé.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** La Ministre du Logement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203492]

**21. JUNI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Bedingungen für die Ausarbeitung, Durchführung und Kontrolle der Zielsetzungsverträge der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Kriterien und Modalitäten ihrer Überwachung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, der Artikel 158 § 2, abgeändert und unnummeriert durch das Dekret vom 1. Juni 2017, und 162 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Bedingungen bezüglich der Ausarbeitung, der Durchführung und der Kontrolle der Zielsetzungsverträge und der Kriterien und Modalitäten für die Durchführung der Verwaltungsprogramme der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 26. März 2018 abgegebenen Vorschlags der Wallonischen Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement");

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 16. April 2018;

Aufgrund des am 18. Mai 2018 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für Wohnungswesen,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse;

2° eine Gesellschaft: eine Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes;

3° die Wallonische Gesellschaft: die Wallonische Wohnungsbaugesellschaft ("Société wallonne du Logement");

4° der Vertrag: der zwischen einer Gesellschaft und der Wallonischen Gesellschaft ausgehandelte Zielsetzungsvertrag;

5° der Fortschrittsbericht: der Fortschrittsbericht nach Art. 158 § 2 des Gesetzbuches;

6° die multidisziplinäre Versammlung: Die Versammlung der für die verschiedenen angesprochenen Angelegenheiten zuständigen Bediensteten der Wallonischen Gesellschaft.

KAPITEL II — *Ausarbeitung des Zielsetzungsvertrags*

**Art. 2** - Die Wallonische Gesellschaft legt die Planung der Ausarbeitung der im vorliegenden Erlass genannten Zielsetzungsverträge unter Berücksichtigung des Ablaufs der bzw. des Verzichts auf die vorigen Zielsetzungsverträge fest und übermittelt sie den einzelnen Gesellschaften.

**Art. 3** - Die Wallonische Gesellschaft erstellt auf dem Wege einer multidisziplinären Versammlung eine Bestandsaufnahme der Gesellschaft anhand von Merkblättern betreffend mindestens die folgenden Aspekte:

1° Immobilienverwaltung und Einsatz ihrer Instrumente;

2° Finanzlage aus einer Haushaltsperspektive;

3° Verwaltung der öffentlichen Aufträge;

4° Mietverwaltung;

5° soziale Maßnahmen und soziale Betreuung;

6° Beziehungen mit den beratenden Ausschüssen der Mieter und Eigentümer;

7° administrative Verwaltung und Aktualisierung der administrativen Datenbank;

8° Kommunikations- und Informationstätigkeit der Gesellschaft ihren Mietern und Mietanwärttern gegenüber, sowie externe Kommunikation mit der Wallonischen Gesellschaft oder anderen Instanzen;

9° Verwaltung der menschlichen Ressourcen inkl. Stellenausschreibungen, Ausbildungen, Planung und Bewertungen;

10° Audit-Folgemaßnahmen;

11° Risikoanalyse und -management, interne Kontrolle;

12° Arbeitsweise der Verwaltungsorgane inkl. guter Unternehmensführung, Vorbeugung von Interessenkonflikten, Beachtung der Zuweisungsregeln, Konformität der Beschlüsse mit dem Gesellschaftszweck.

Infolge der Bestandsaufnahme nach Absatz 1 bestimmen die Wallonische Gesellschaft und die Gesellschaft die Schwerpunkte des Vertrags. Die Anwesenheit des geschäftsführenden Direktors bei dieser Versammlung ist erforderlich.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft erstellt seinen Vertragsentwurf in Form von "Zielsteckbriefen" unter Berücksichtigung der Bestandsaufnahme nach Absatz 1. Jeder "Zielsteckbrief" umfasst zumindest das genaue Ziel, die dazugehörigen Zielwerte, das Zieldatum und die menschlichen, materiellen und finanziellen Mittel zur Erreichung des besagten Ziels. Diese Ziele sind spezifisch, messbar, annehmbar, realistisch und zeitlich bestimmt. Die Gesellschaft sendet den Vertragsentwurf innerhalb von drei Monaten nach der in Absatz 2 vorgesehenen Versammlung dem multidisziplinären Team der Wallonischen Gesellschaft zu.

**Art. 4** - Die Wallonische Gesellschaft verfügt über eine Frist von einem Monat ab Eingang des Vertragsentwurfs, um der Gesellschaft ihre eventuellen Bemerkungen zu notifizieren.

Innerhalb von zwei Monaten nach dem Eingang der eventuellen Bemerkungen der Wallonischen Gesellschaft legt der geschäftsführende Direktor dem Verwaltungsrat der Gesellschaft den Vertrag zur Genehmigung vor. Nach der Genehmigung übermittelt die Gesellschaft den Vertrag innerhalb von sieben Tagen an die Wallonische Gesellschaft.

**Art. 5** - Sobald der vom Verwaltungsrat der Gesellschaft genehmigte Vertrag eingegangen ist, wird er in der nächsten Verwaltungsratssitzung der Wallonischen Gesellschaft zur Genehmigung vorgelegt. Der Vertrag tritt unverzüglich nach dessen Genehmigung durch die Wallonische Gesellschaft in Kraft.

Der Vertrag wird sofort durch die Wallonische Gesellschaft und die Gesellschaft unterzeichnet.

### KAPITEL III — Durchführung und Bewertung des Vertrags

**Art. 6** - Jedes Jahr erstellt der geschäftsführende Direktor innerhalb von einem Monat nach dem Jahrestag des Inkrafttretens des in Artikel 5 Absatz 1 genannten Vertrags einen Fortschrittsbericht über das Fortschreiten des Vertrags und legt ihn in der nächsten Verwaltungsratssitzung der Gesellschaft vor.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bewertet die Umsetzung der Ziele vor dem Hintergrund der zugewiesenen Mittel und des vom geschäftsführenden Direktor erstellten Fortschrittsberichts. Er hört den geschäftsführenden Direktor an. Der Verwaltungsrat übermittelt der Wallonischen Gesellschaft diese Bewertung binnen sieben Tagen.

Das multidisziplinäre Team der Wallonischen Gesellschaft bewertet den dem Verwaltungsrat der Gesellschaft vorgelegten, vom geschäftsführenden Direktor erstellten Fortschrittsbericht über das Fortschreiten des Vertrags und legt diese Bewertung in der nächsten Sitzung seines Verwaltungsrats vor. Die Wallonische Gesellschaft notifiziert der Gesellschaft ihre Bewertung.

Falls die Wallonische Gesellschaft ungünstige Bewertungselemente feststellt, kann die Gesellschaft innerhalb von einem Monat nach der in Absatz 3 genannten Notifizierung das Abhalten einer Konzertierungsversammlung zwischen der Gesellschaft und dem multidisziplinären Team der Wallonischen Gesellschaft beantragen und alle Elemente vorlegen, die sie als zweckdienlich erachtet, um eines oder mehrere im vom Verwaltungsrat der Wallonischen Gesellschaft genehmigten Bewertungsbericht enthaltenen Elemente zu erklären, begründen oder ergänzen.

Das multidisziplinäre Team der Wallonischen Gesellschaft bewertet in Absprache mit der Gesellschaft die von der Gesellschaft vorgebrachten Elemente und legt einen ergänzenden Bericht zum Bewertungsbericht über den Zielsetzungsvertrag in der nächsten Sitzung seines Verwaltungsrats vor. Die Wallonische Gesellschaft notifiziert der Gesellschaft ihre ergänzende Bewertung.

Die Gesellschaft schlägt innerhalb von einem Monat nach der in Absatz 5 genannten Notifizierung konkrete Maßnahmen vor, die einzuleiten sind, um den festgestellten ungünstigen Bewertungselementen abzuwehren. Die Wallonische Gesellschaft billigt die Vorschläge der Gesellschaft in der nächsten Sitzung ihres Verwaltungsrats.

**Art. 7** - Der Vertrag kann abgeändert werden:

- 1° beim Auftreten von zum Zeitpunkt seines Abschlusses unvorhersehbaren Umständen;
- 2° wenn das Audit oder die Audit-Folgebemaßnahme Missetats zum Vorschein bringen;
- 3° auf Antrag der Gesellschaft;
- 4° um den Ergebnissen der in Artikel 6 vorgesehenen Jahresbewertung Rechnung zu tragen.

In diesen Fällen gelten die in den Artikeln 4 und 5 festgesetzten Fristen.

### KAPITEL IV — An die Ausarbeitung, Durchführung und Bewertung des Vertrags zu koppelnde Maßnahmen

**Art. 8** - In Ermangelung der Ausarbeitung eines Vertrags nach Kapitel 2 oder einer Durchführung und Bewertung des Vertrags nach Kapitel 3 gilt Artikel 174 des Gesetzbuches.

### KAPITEL V — Ende des Vertrags

**Art. 9** - Am Ende des Vertrags nimmt die Wallonische Gesellschaft dessen abschließende Bewertung vor.

Falls kein neuer Vertrag nach Ablauf des vorigen abgeschlossen wird, kann der abgelaufene Vertrag um einen Zeitraum von höchstens einem Jahr verlängert werden, in dem sich die Gesellschaft und die Wallonische Gesellschaft bemühen, einen neuen Vertrag abzufassen.

### KAPITEL VI — Übergangsmaßnahmen

**Art. 10** - Die Gesellschaften, die einen Vertrag gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Bedingungen bezüglich der Ausarbeitung, der Durchführung und der Kontrolle der Zielsetzungsverträge und der Kriterien und Modalitäten für die Durchführung der Verwaltungsprogramme der Wohnungsbau-Gesellschaften öffentlichen Dienstes abgeschlossen bzw. verlängert haben, setzen die Durchführung und die Bewertung des besagten Vertrages bis zu dessen Ablauf oder zum Verzicht darauf fort. Der Ablauf des oder der Verzicht auf den Vertrag(s), der aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Bedingungen bezüglich der Ausarbeitung, der Durchführung und der Kontrolle der Zielsetzungsverträge und der Kriterien und Modalitäten für die Durchführung der Verwaltungsprogramme der Wohnungsbau-Gesellschaften öffentlichen Dienstes unterzeichnet wurde, zieht die Verpflichtung für die Gesellschaft nach sich, innerhalb von maximal neun Monaten einen neuen Vertrag gemäß dem vorliegenden Erlass abzuschließen.

KAPITEL VII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 11** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juni 2009 über die Bedingungen bezüglich der Ausarbeitung, der Durchführung und der Kontrolle der Zielsetzungsverträge und der Kriterien und Modalitäten für die Durchführung der Verwaltungsprogramme der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes wird aufgehoben.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 13** - Die Ministerin für Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 21. Juni 2018

Für die Regierung :  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen  
V. DE BUE

—————  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203492]

**21 JUNI 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden voor de uitwerking, de uitvoering van en de controle op de doelstellingscontracten van de openbare huisvestingsmaatschappijen en de criteria en modaliteiten van de opvolging ervan**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, artikel 158, § 2, opgeheven en hernummerd bij het decreet van 1 juni 2017, en artikel 162, § 1, vervangen bij het decreet van 1 juni 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de voorwaarden voor de uitwerking, de uitvoering van en de controle op de doelstellingscontracten en de criteria en nadere regels voor de uitvoering van de beheersprogramma's van de openbare huisvestingsmaatschappijen;

Gelet op het voorstel van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 26 maart 2018;

Gelet op het rapport van 16 april 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State 18 mei 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

- 1° het Wetboek : het Waalse Wetboek van huisvesting en duurzaam wonen;
- 2° een maatschappij: een openbare huisvestingsmaatschappij;
- 3° de "Société wallonne" (Waalse maatschappij): de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij);
- 4° het contract: 4° het doelstellingencontract onderhandeld tussen een maatschappij en de "Société wallonne";
- 5° het opvolgingsverslag: het opvolgingsverslag, bedoeld in artikel 158, § 2 van het Wetboek;
- 6° de pluridisciplinaire vergadering: de vergadering die de beampten van de "Société wallonne" belast met de verschillende besproken aangelegenheden verenigt.

HOOFDSTUK II. — *Uitwerking van het doelstellingencontract*

**Art. 2.** De "Société wallonne" stelt de programmering van de uitwerking van de doelstellingencontracten bedoeld in dit besluit vast naar gelang van het verstrijken of het afzien van de vorige doelstellingencontracten en maakt ze aan elke maatschappij over.

**Art. 3.** De "Société wallonne" maakt via een pluridisciplinaire vergadering de plaatsbeschrijving van de maatschappij op basis van samenvattende fiches op, die minstens de volgende aspecten beoogt:

- 1° het vastgoedbeheer en de uitvoering van haar werktuigen;
- 2° de financiële toestand met een begrotingsvisie;
- 3° het beheer van de overheidsopdrachten;
- 4° het huurbeheer;
- 5° de sociale actie en de sociale begeleiding;
- 6° de betrekkingen met de adviescomités van huurders en eigenaars;
- 7° het administratief beheer en de bijwerking van de administratieve databank;

8° de communicatie en de informatie van de maatschappij aan haar huurders en kandidaat-huurders alsook de externe communicatie met de "Société wallonne" of andere instanties;

9° het beheer van human resources, met inbegrip van de taakomschrijvingen, de opleidingen, de planning en de evaluaties;

10° de auditopvolgingen;

11° de analyse en het beheer van de risico's, de interne controle;

12° de werking van de beheersorganen met inbegrip van het goed bestuur, de voorkoming van de belangenconflicten, de naleving van de toewijzingsregels, de conformiteit van de beslissingen met het maatschappelijk doel.

Ten gevolge van de in het eerste lid bedoelde plaatsbeschrijving bepalen de "Société wallonne" en de maatschappij de voornaamste hoofdlijnen van het contract. De aanwezigheid van de directeur-zaakvoerder van de maatschappij wordt vereist tijdens deze vergadering.

De raad van bestuur van de maatschappij maakt zijn contractproject in de vorm van "doelstellingsfiches" op rekening houdende met de in het eerste lid bedoelde plaatsbeschrijving. Elke "doelstellingsfiche" bevat minstens de precieze doelstelling, de daaraan gekoppelde nagestreefde waarden, de vervaldatum en de menselijke, materiële en financiële middelen waarmee de doelstelling kan worden bereikt. Deze doelstellingen zijn specifiek, meetbaar, aanvaardbaar, realistisch en tijdgebonden. De maatschappij zendt het contractproject binnen drie maanden na de in het tweede lid bedoelde vergadering aan de pluridisciplinaire ploeg van de "Société wallonne".

**Art. 4.** De "Société wallonne" beschikt over een termijn van één maand na ontvangst van het contractproject om haar eventuele opmerkingen mede te delen aan de maatschappij.

Binnen twee maanden na ontvangst van de eventuele opmerkingen van de "Société wallonne" legt de directeur-zaakvoerder het project ter goedkeuring aan de raad van bestuur van de maatschappij voor. Na goedkeuring maakt de maatschappij het contract binnen zeven dagen aan de "Société wallonne" over.

**Art. 5.** Onmiddellijk na ontvangst van het door de raad van bestuur van de maatschappij goedgekeurde contract, wordt bedoeld contract ter goedkeuring aan de eerstvolgende raad van bestuur van de "Société wallonne" voorgelegd. Het contract treedt in werking zodra de "Société wallonne" het goedkeurt.

Het contract wordt onverwijld ondertekend door de "Société wallonne" en de maatschappij.

### HOOFDSTUK III. — *Uitvoering en evaluatie van het contract*

**Art. 6.** Jaarlijks stelt de directeur-zaakvoerder binnen de maand na de vervaldatum van de inwerkingtreding van het contract bedoeld in artikel 5, eerste lid, een opvolgingsverslag op betreffende de voortgang van het contract en legt hij bedoeld contract voor op de eerstvolgende zitting van de raad van bestuur van de maatschappij.

De raad van bestuur van de maatschappij evalueert de uitvoering van de doelstellingen van het contract ten opzichte van de toegekende middelen en van het door de directeur-zaakvoerder opgemaakte opvolgingsverslag. Hij hoort de directeur-zaakvoerder. De raad van bestuur maakt die evaluatie binnen zeven dagen aan de "Société wallonne" over.

De pluridisciplinaire ploeg van de "Société wallonne" evalueert het aan de raad van bestuur van de maatschappij voorgelegde opvolgingsverslag betreffende de vooruitgang van het door de directeur-zaakvoerder opgemaakte contract en legt deze evaluatie op de eerstvolgende zitting van haar raad van bestuur voor. De "Société wallonne" deelt haar evaluatie aan de maatschappij mede.

Indien de "Société wallonne" ongunstige evaluatie-elementen vaststelt, kan de maatschappij binnen de maand van de in het derde lid bedoelde kennisgeving om een overlegvergadering tussen de maatschappij en de pluridisciplinaire ploeg van de "Société wallonne" verzoeken en alle elementen voorleggen die ze nuttig acht om één of meerdere elementen vermeld in het door de raad van bestuur van de "Société wallonne" goedgekeurde evaluatieverslag uit te leggen, te motiveren of aan te vullen.

De pluridisciplinaire ploeg van de "Société wallonne" evalueert in overleg met de maatschappij de door de maatschappij ingevoerde elementen en legt een aanvullend verslag naast het evaluatieverslag van het doelstellingencontract op haar eerstvolgende raad van bestuur voor. De "Société wallonne" deelt haar aanvullende evaluatie aan de maatschappij mede.

Binnen de in het vijfde lid bedoelde kennisgeving stelt de maatschappij concrete maatregelen voor, die uitgevoerd moeten worden om de ongunstige evaluatie-elementen te verhelpen. De "Société wallonne" keurt de voorstellen van de maatschappij op haar eerstvolgende raad van bestuur goed.

**Art. 7.** Het contract kan gewijzigd worden:

1° indien er zich onvoorziene omstandigheden voordoen bij het sluiten ervan;

2° als bij de audit of de opvolging ervan dysfuncties naar voren treden;

3° op verzoek van de maatschappij;

4° om rekening te houden met de resultaten van de in artikel 6 bedoelde jaarlijkse evaluatie.

In die gevallen zijn de in de artikelen 4 en 5 bedoelde termijnen van toepassing.

### HOOFDSTUK IV. — *Aan de uitwerking, de uitvoering en de evaluatie van het contract te koppelen maatregelen*

**Art. 8.** Wordt er geen nieuw contract uitgewerkt overeenkomstig hoofdstuk 2 of wordt het contract niet uitgevoerd en niet geëvalueerd overeenkomstig hoofdstuk 3, dan is artikel 174 van het Wetboek van toepassing.

HOOFDSTUK V. — *Einde van het contract*

**Art. 9.** Bij beëindiging van het contract maakt de "Société wallonne" haar eindevaluatie.

§ 2. Wordt er geen nieuw contract opgesteld na afloop van het vorige, kan het aflopende contract verlengd worden voor een maximumperiode van één jaar waarin de maatschappij en de "Société wallonne" zich ertoe verbinden een nieuw contract op te stellen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsmaatregelen*

**Art. 10.** De maatschappijen die een contract gesloten of verlengd hebben in uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de voorwaarden voor de uitwerking, de uitvoering van en de controle op de doelstellingscontracten en de criteria en nadere regels voor de uitvoering van de beheersprogramma's van de openbare huisvestingsmaatschappijen, zetten de uitvoering en de evaluatie van bedoeld contract voort totdat het afloopt of totdat het wordt opgezegd. Het verstrijken of het afzien van het contract ondertekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de voorwaarden voor de uitwerking, de uitvoering van en de controle op de doelstellingscontracten en de criteria en nadere regels voor de uitvoering van de beheersprogramma's van de openbare huisvestingsmaatschappijen, verplicht de maatschappij om binnen hoogstens negen maanden overeenkomstig dit besluit een nieuw contract met de "Société wallonne" te sluiten.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** Het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 2009 betreffende de voorwaarden voor de uitwerking, de uitvoering van en de controle op de doelstellingscontracten en de criteria en nadere regels voor de uitvoering van de beheersprogramma's van de openbare huisvestingsmaatschappijen wordt opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 13.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juni 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/12856]

18 JUNI 2018. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 februari 2000 tot vaststelling van de schema's met de voorwaarden waaraan teeltmateriaal van siergewassen en siergewassen moeten voldoen, van de uitvoeringsbepalingen met betrekking tot het toezicht op en de controle van leveranciers van deze materialen, van hun bedrijven en van de laboratoria, van de erkenning van de laboratoria en van aanvullende uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de door leveranciers bij te houden lijsten van bovenvermelde gewassen

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor het Landbouwbeleid,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, gewijzigd door de wet van 1 maart 2007;

Gelet op de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, gewijzigd door de wet van 16 december 2015;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wet van 8 juni 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1999 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van siergewassen, gewijzigd bij ministerieel besluit van 28 april 2006, artikel 5, § 5;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 februari 2000 tot vaststelling van de schema's met de voorwaarden waaraan teeltmateriaal van siergewassen en siergewassen moeten voldoen, van de uitvoeringsbepalingen met betrekking tot het toezicht op en de controle van leveranciers van deze materialen, van hun bedrijven en van de laboratoria, van de erkenning van de laboratoria en van aanvullende uitvoeringsbepalingen met betrekking tot de door leveranciers bij te houden lijsten van bovenvermelde gewassen

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/12856]

18 JUIN 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 19 février 2000 établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les matériels de multiplication des plantes ornementales et les plantes ornementales doivent satisfaire, instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs desdits matériels, de leurs établissements et des laboratoires, agréant les laboratoires et fixant des mesures d'application supplémentaires pour les listes des variétés des plantes précitées, listes tenues par les fournisseurs

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compétente pour la Politique agricole,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, modifiée par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007;

Vu la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, modifiée par la loi du 16 décembre 2015;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par la loi du 8 juin 2008;

Vu l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1999 concernant la commercialisation des matériels de multiplication des plantes ornementales, modifié par arrêté ministériel du 28 avril 2006, l'article 5, § 5;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2000 établissant les fiches indiquant les conditions auxquelles les matériels de multiplication des plantes ornementales et les plantes ornementales doivent satisfaire, instituant les mesures d'application relatives à la surveillance et au contrôle des fournisseurs desdits matériels, de leurs établissements et des laboratoires, agréant les laboratoires et fixant des mesures d'application supplémentaires pour les listes des variétés des plantes précitées, listes tenues par les fournisseurs